

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
520, Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 MONTPELLIER Cedex 02

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N° 2014-I-1367**

**OBJET : Installations Classées pour la protection de l'environnement**

**Société SAIPOL**

**Mise en demeure relative à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements**

**Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

**Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment les dispositions de la section I ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2005-1-0990 du 27 avril 2005 autorisant la société SAIPOL à exploiter une unité de production de diester et des activités liées à la trituration de graines oléagineuses, à l'extraction d'huile à l'hexane et au raffinage d'huiles végétales sur le territoire de la commune de SETE ;

**Vu** l'inspection effectuée le 1<sup>er</sup> avril 2014 par l'inspection des installations classées et le rapport correspondant transmis par courrier en date du 18 juillet 2014 ;

**Vu** le courrier en date du 05 mai 2014 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la liste des équipements identifiés par la société SAIPOL comme relevant du Plan de Modernisation des Installations Industriels (PM2I), communiquée à l'inspection des installations classées par courriel du 14 mars 2014 et actualisée par courrier du 25 juin 2014 ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> avril 2014, il a été effectué les constats suivants :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les états initiaux des capacités, tuyauteries, massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention, supports supportant les tuyauteries, qu'il a identifiés comme relevant du PM2I ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les programmes d'inspections des capacités, tuyauteries, massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention, supports supportant les tuyauteries, qu'il a identifiés comme relevant du PM2I ;
- l'exploitant ne dispose pas de plans d'inspections des deux réservoirs de méthanol, définissant notamment la nature et l'étendue des contrôles à réaliser, tels que définis par l'arrêté du 03 octobre 2010 susvisé.

**Considérant** que les constats constituent un manquement aux dispositions suivantes :

- arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé - article 5 (capacités et tuyauteries soumis au PM2I) ;
- arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé - article 6 (massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention soumis au PM2I, supports supportant les tuyauteries soumis au PM2I) ;
- arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé - article 29 (réservoirs de méthanol).

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAIPOL de respecter les dispositions des arrêtés ministériels susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ,

## **A R R E T E**

### **Article 1 : Objet**

La société SAIPOL, dont le siège social est situé Services Centraux - Boulevard Maritime - 76 530 GRAND-COURONNE, est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite au sein de la zone Portuaire de Sète, de se conformer aux dispositions suivantes, dans les délais précisés ci-dessous :

#### **1) Capacités et tuyauteries soumis au PM2I**

- article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (réalisation de l'état initial et élaboration du programme d'inspections).

Délais :

- réalisation de l'état initial : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.
- élaboration du programme d'inspections : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **2) massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention soumis au PM2I**

- article 6 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (réalisation de l'état initial et élaboration du programme d'inspections),

Délais :

- réalisation de l'état initial : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.
- élaboration du programme d'inspections : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **3) Supports supportant les tuyauteries soumis au PM2I**

- article 6 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (réalisation de l'état initial et élaboration du programme d'inspections).

Délais :

- réalisation de l'état initial : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.
- élaboration du programme d'inspections : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **4) Réservoirs de méthanol**

- article 29 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (mise en place d'un programme d'inspections).

Délais :

- mise en place du programme d'inspections : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Contentieux**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

### **Article 4 : Informations des tiers**

En vue de l'information des tiers :


- Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de SETE et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie.
- Ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

### **Article 5 : Copie**

Le Préfet de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Languedoc-Roussillon, le Maire de SETE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la Société SAIPOL.

Montpellier, le **04 AOUT 2014**

Le Prefet,

  
Pour le Préfet, par délégation  
Le Sous-Préfet  
**Fabienne ELLUL**

